

VOTATIONS DU 3 MARS 2013

Les résultats des votations du 3 mars méritent une appréciation. Tout d'abord, nous observons que lorsque les sujets soumis au peuple touchent à des problèmes fondamentaux, il se déplace et choisit en fonction d'intérêts communs. D'autre part, la démocratie suisse permet qu'une seule personne, sans grands moyens financiers, puisse changer la Constitution du pays.

Salaires abusifs

La décision contre les salaires abusifs démontre que l'équilibre entre les citoyens et citoyennes est un facteur de base au sein des relations sociales. Les millions qu'a mis l'économie et le monde des décideurs contre cette initiative, n'a pas suffi à museler le peuple derrière des intérêts de classe.

AGENDA

La Chaux-de-Fonds

Tous les lundis à 20h (Versoix 7), séance de section

Le Locle

Lu. 18 mars à 20h (Envers 7), séance de section
Me. 27 mars, 19h45, Hôtel-de-ville, conseil général

Val-de-Travers

Me. 6 mars, 3 et 17 avril à 20h15 au local POP à Travers, séances de section.
Lu. 25 mars et 13 mai à 20h, conseils généraux

Les Jeunes POP

29 au 31 mars, Journées «Form'Action»

Cantonal

Sa. 9 mars de 9h30 à 17h, Université de Neuchâtel (Espace Louis-Agassiz 1, salle R.E. 48), conférence nationale sur la prévoyance vieillesse
Lu. 25 mars, 29 avril et 27 mai à 20h (Versoix 7), comités cantonaux.

POP INFO

La voix des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui proposent de changer la société.

Nous remercions les personnes qui se sont abonnées au journal.

Aménagement du territoire

L'acceptation de la Loi sur l'Aménagement du territoire démontre également qu'une majorité des Suisses est consciente que la terre ne peut pas s'étendre selon l'avidité des milieux immobiliers et cela nos amis valaisans ne l'ont malheureusement pas encore compris.

Politique familiale

Enfin, le refus de l'aide aux familles démontre que les liens entre les parents et les enfants sont essentiels. Malheureusement, la société libérale ne permet pas une telle approche car les intérêts économiques passent avant l'éducation des enfants. Dans ce cadre, la modernité ne garantit pas toujours l'émancipation humaine.

A ces trois résultats fédéraux ajoutons l'introduction du principe du salaire minimum voté par les Jurassiens et nous avons quelques raisons d'espérer qu'un autre monde devient possible. ★

Campagne électorale

Campagne d'affichage: à partir du lundi 4 mars.
Assemblée cantonale: mardi 12 mars à 19h30 au premier étage de l'ABC.
Distribution des tracts en gares: 8, 15, 19 et 26 mars.
Stands aux centres villes: samedis 9, 16 et 23 mars, 6 avril.
Distribution tout-ménage: entre le 18 et le 28 mars.
Les villes à vélo: 15 et 22 mars, 5 et 12 avril, toujours entre 16h30 et 18h.
Les migrants à table avec Nago: 16 mars à 18h (maison du peuple de La Chaux-de-Fonds).
Nago Humbert au Val-de-Ruz: 8 mars à 19h (Restaurant de l'Union à Fontainemelon).
Nago Humbert au Val-de-Travers: 23 mars à partir de 10h parcours en ville.

Vive le 1er mai: un jour pour nous rappeler des combats des travailleuses et travailleurs. Tout le monde aux manifestations !

Si vous ne l'avez pas encore fait, abonnez-vous, 1 an = CHF 10. (Remplissez le bulletin de versement ci-joint.)

Nous vous remercions de votre soutien.

POP neuchâtelois

EDITORIAL

Bilan et perspectives



Que ce soit au Grand Conseil ou lors des séances de commissions, les députés du POP ont effectué un gros travail politique tout au long de la dernière législature. Tantôt ils ont réussi à se faire entendre, à créer des majorités avec les autres forces de gauche, tantôt ils se sont trouvés minorisés. Cela a été le cas, notamment, lors de la révision de la fiscalité des personnes morales, où le POP ne voulait pas descendre au-dessous d'un taux d'imposition de 7%. Il estimait que ce n'était pas à notre canton de relancer la sous-enchère fiscale inter-cantonale. De même, lors de la révision de la loi fiscale des personnes physiques, le POP ne voyait pas la nécessité de faire des cadeaux supplémentaires aux plus hauts revenus. L'échelle neuchâteloise est suffisamment concurrentielle. Dans ces deux dossiers, comme dans d'autres, la majorité des 3/5e des députés était requise.

Malheureusement, le parti socialiste a préféré trouver des arrangements avec le parti libéral radical, plutôt que de voir capoter ces projets.

Dès lors, pour instaurer une politique fondamentalement de gauche dans ce canton, il est impératif que la députation du POP se renforce pour contrecarrer la politique individualiste de la droite, laquelle favorise les intérêts privés au détriment des biens publics.

S'il est élu au Conseil d'Etat, Nago Humbert apportera, au plan cantonal, une conception du pouvoir au service de la population, inspirée de celle de nos élus dans les exécutifs communaux, Thomas Perret à Corcelles - Cormondrèche, Jean-Pierre Veya à La Chaux-de-Fonds, Cédric Dupraz et Denis de la Reussille au Locle. ★

Comité cantonal du POP

LA GRENADE!



Le président du conseil d'administration de la radio télévision suisse - RTS, M. Loretan, est en même temps président du groupe Genolier et président de la société suisse d'explosifs!

Conflit d'intérêt selon nous, mais pas pour ce cadre de l'establishment suisse qui n'hésite pas à mêler les responsabilités publiques - la gestion du service étatique de la communication - avec les intérêts de groupes privés qui font des affaires avec la santé des riches ou la fabrication d'explosifs. On a compris que la notion de conflit d'intérêt n'existe pas dans les statuts de la RTS.

Le grand copain du président, l'administrateur de Genolier, Antoine Hubert, a exprimé récemment dans une émission télévisée un credo partagé avec succès par l'ensemble de ces hommes: les prestations du service de la santé peuvent être comparées avec la vente du chocolat... ou les émissions de la radio et de la télévision! La limite entre les responsabilités publiques et les affaires privées est-elle définitivement perdue? Vive la démocratie bourgeoise ou capitaliste! Et dire que ces personnages sont les partenaires du Conseil d'Etat neuchâtelois. Il ne faut toutefois pas s'en étonner, c'est une question de valeurs... vive le fric!

Rédaction

LA SOLIDARITE

La solidarité, humaine avant d'être financière, est une des valeurs fondamentales défendues par le POP. Or, il faut bien convenir que celle-ci a piétiné, voire reculé au cours de la dernière législature: problèmes hospitaliers récurrents, conflits intolérables entre le Conseil d'Etat et les communes, soutien humainement insuffisant aux personnes frappées par la crise, et aux plus faibles. Le POP continuera de se battre pour assurer un avenir solidaire à l'ensemble de la population. ★

REDEFINIR LA NOTION DE BIEN-ETRE

L'émancipation humaine ne peut se réaliser que si une majorité de citoyennes et de citoyens acceptent de changer profondément leur mode de vie en redéfinissant leur notion du bien-être. Il est impératif de sortir de la société de consommation actuelle qui affecte l'être humain et son environnement.

Si tel n'est pas le cas, c'est au bord du gouffre que nous nous retrouverons toutes et tous, jeunes et vieux, pauvres et riches, gens du Haut, du Bas et des Vallées ! ★

POUR UNE ECOLOGIE SOCIALE

La croissance économique libérale conduit au chacun pour soi, à la domination de la finance et au pillage des ressources, entraînant pour l'humanité le risque d'un non-retour. Même la Banque mondiale en convient: «Le seul moyen pour éviter ce piège est de modifier nos modes actuels de production et de consommation» (extrait du rapport scientifique de la Banque mondiale, Hans Schellnhuber, 2012).

Pour le POP, le constat est clair: l'écologie est incompatible avec le capitalisme.

Pour le POP, il faut que l'économie soit au service de l'écologie et non l'écologie au service de l'économie. ★



EN TOUTE COHERENCE

RECONSTRUISONS LES SOLIDARITÉS

NAGO HUMBERT

AU CONSEIL D'ÉTAT

JUSQU'AU 14 AVRIL 2013,
VOTEZ LA LISTE DE
LA GAUCHE PLURIELLE

POP
Parti ouvrier et Populaire

WWW.PST.CH/NEUCHATEL
#NAGOHUMBERT

NOUS VOULONS UN ETAT A VISAGE HUMAIN

Gérer l'Etat comme une entreprise et lui donner un cadre financier strict (frein à l'endettement) est une idée qui a séduit le peuple neuchâtelois mais dont les effets sont pernicieux. Un tel choix a engendré rigidité, insensibilité aux situations individuelles, report des coûts sur les usagers-clients, les partenaires de l'Etat et son personnel. Dès lors, l'Etat ne réfléchit plus à ses activités qu'en termes financiers au détriment de ses missions de base (formation, santé, infrastructures, protection des plus faibles, sécurité) et des valeurs inscrites dans la Constitution.

L'administration doit disposer de règles claires pour assurer l'égalité de traitement entre les citoyens et lui permettre de tenir compte des situations individuelles particulières.

Entre un Etat-requin et un Etat qui dépense sans compter, il y a une troisième voie: un Etat responsable qui assure ses missions de base dans le respect de ses partenaires et de la population. ★

UNE CULTURE OUVERTE A TOUS, NECESSAIRE A LA COHESION SOCIALE



Dans son plan d'intention de novembre 2006, le Conseil d'Etat se rallie en fait à une politique culturelle de prestige. Sans exclure le soutien qui doit être accordé à des acteurs culturels «vedettes», le POP ne souhaite pas abandonner toute idée de répartition. Un tel abandon induit, dans les faits, un report de charges sur les communes. Certes, la politique de l'arrosoir demande réflexion et contrôle. Mais, comme pour les plantes, mal arroser, ou ne pas arroser, conduit à leur mort... Nous réclamons donc une attention plus soutenue envers l'ensemble des activités culturelles existantes ou émergentes. En effet, la culture doit prioritairement être considérée comme une source de cohésion sociale avant de n'en considérer que les seules retombées économiques ou de prestige.

Nous voulons aussi défendre un meilleur équilibre culturel entre les régions et institutions du canton.

- Si le passé archéologique du bas du canton justifie la cantonalisation du Laténium, l'horlogerie justifierait également une aide cantonale aux institutions muséales qui lui sont consacrées (Musée international de l'horlogerie, Musée d'horlogerie du Château des Monts).
- De même, les disparités, maintes fois dénoncées, entre le subventionnement annuel de la Bibliothèque de Neuchâtel (1'400'000.- pour ses seuls frais de fonctionnement, sans mission spécifiée) et celui de la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds (700'000.- pour sa mission cantonale de conservation des archives audiovisuelles, DAV) constituent une injustice que le POP veillera à faire corriger. ★

POUR UNE FORMATION EMANCIPATRICE



EN TOUTE COHERENCE

RECONSTRUISONS LES SOLIDARITÉS

JUSQU'AU 14 AVRIL 2013,
VOTEZ LA LISTE POP

POP
Parti ouvrier et Populaire

WWW.PST.CH/NEUCHATEL
#POPNEUCHATEL

L'école est le reflet de la société dans laquelle nous vivons. Sous les pressions des milieux économiques, elle vise de plus en plus à former des travailleurs et travailleuses flexibles, adaptables et mobiles, dont le marché du travail a besoin. Les autres buts de l'éducation, comme l'épanouissement individuel et social, sont mis au second plan.

Afin de réaliser des économies, le Conseil d'Etat a mené une politique de renforcement du système dual au détriment de la formation en école plein temps. Et cela sans réfléchir à la qualité de l'enseignement, ni inciter les entreprises à augmenter suffisamment le nombre de places offertes. De plus en plus de jeunes doivent donc se tourner vers l'apprentissage alors que les places manquent.

Résultat : soit pas de place, soit des places au rabais !

Le POP s'oppose au fait que la formation soit mise au service des seuls intérêts économiques. Nous voulons développer une école dont le but n'est pas de former des «travailleurs-consommateurs», mais des citoyens et citoyennes critiques, capables de prendre leur destin en main, une école émancipatrice, basée sur l'ouverture et la solidarité. ★

NAGO HUMBERT EN TOUTE COHÉRENCE

Durant ces quatre dernières années, divers conseillers d'Etat ont marqué en négatif la République et canton de Neuchâtel. Une grande partie de la population souhaite corriger cette situation. Le POP leur en donne l'occasion avec Nago Humbert, son candidat au Conseil d'Etat.

Ce n'est pas seulement en cours de mandat que doit être apprécié le travail d'un magistrat, mais déjà lors de sa candidature. Tout doit être fait pour proposer aux citoyennes et citoyens des personnes de grande valeur qui seront garantes d'un travail de qualité au gouvernement si elles sont élues.

C'est pourquoi le POP propose un candidat capable de créer un changement significatif au sein du gouvernement cantonal.

Nago Humbert ne provient certes pas du sérail politique habituel. Cela nous paraît être un avantage non négligeable dans la situation actuelle. N'étant pas directement lié aux différentes affaires qui ont agité le canton, Nago Humbert apportera, à n'en pas douter, l'oxygène dont le château a impérativement besoin.

Les diverses activités de celui qu'on appelle familièrement Nago, attestent de sa volonté d'obtenir une plus grande justice sociale. Ses pratiques dans le terrain sont garantes de la cohérence de son engagement. Que ce soit dans le domaine humanitaire ou dans son travail clinique à l'hôpital il s'est toujours considéré comme un soignant au service des plus

démunis que ce soit pour l'accès aux soins dans les pays du sud, pour le traitement de la douleur et les soins palliatifs partout dans le monde. Il a toujours fait preuve de volonté, de détermination et de courage que ce soit dans ses formations (arts de la scène, travail social, psychologie médicale, biologie humaine) ou dans ses activités professionnelles ou sociales (reconnu sur le plan international comme le pionnier des soins palliatifs pédiatriques, consultant de l'OMS au Moyen-Orient, fondateur de Médecins du Monde Suisse, président de la Second Convention, «promoting Israeli – Palestinian Dialogue in the health sector» à Jérusalem). Concernant ce dernier point, nous soulignons que c'était la première fois que des médecins israéliens et palestiniens se retrouvaient dans la Ville sainte.

Actuellement, il dirige l'Unité de Consultation en Soins Palliatifs Pédiatriques du CHU Ste Justine et est professeur adjoint du Département de pédiatrie de la faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Malgré son travail au Québec, Nago n'a jamais émigré dans sa tête et a maintenu une attache forte avec son canton. Ses liens avec ses camarades du POP, la présidence de Médecins du Monde, ainsi qu'avec ses amis du club sportif de Cortaillod et des milieux culturels sont restés très forts. Il a aussi conservé son appartement de Cortaillod qu'il y continue d'habiter lors de ses retours au pays.

Il s'est battu pendant 20 ans, pour que le siège de Médecins du monde Suisse reste à Neuchâtel, une incongruité pour certains qui ne peuvent concevoir qu'une ONG internationale ne soit pas domiciliée à Genève.

Les compétences de Nago lui permettront de diriger le département qui lui sera assigné, s'il est élu. Il sait écouter, travailler en équipe, et il est apte à construire des projets sans renier ses principes fondamentaux. Il offrira au canton une manière proche des gens de remplir son mandat, comme le font et l'ont toujours fait les représentants du POP au sein des divers conseils communaux. Par ailleurs, au-delà de ses compétences sociales, Nago veut agir pour sauvegarder l'écosystème qui rend possible la vie humaine.

Pour Nago, cette candidature ne représente pas l'aboutissement d'une carrière, mais une opportunité d'apporter aux habitants du canton l'énergie qui le caractérise.

Nous sommes convaincus que Nago Humbert représente un excellent choix pour corriger les dysfonctionnements constatés durant cette dernière législature.



© Pablo Fernandez

VIVE LES GREVISTES DE LA PROVIDENCE

Stop à une médecine à deux vitesses

Le POP est solidaire des grévistes de l'hôpital de La Providence qui défendent leurs conditions de travail.

Derrière cette bataille se cache la privatisation de la santé. L'AVIVO décrit parfaitement bien la situation et nous reproduisons ci-dessous son communiqué.

A Neuchâtel, le Groupe Genolier ne veut pas de la CCT santé 21. Stop à une médecine à deux vitesses.

Qu'est-ce qui pousse donc le Groupe Genolier à accepter sans broncher les subventions cantonales mais à refuser de signer la CCT santé 21, comme s'y sont soumis tous les autres établissements privés dans la même situation ?

La réponse est claire: c'est leur conviction que la santé n'est qu'un marché comme les autres et que cette marchandisation est une source de profits pour les privés et leurs actionnaires. Cette politique conduit au risque de voir que les soins soient prodigués différemment selon la fortune des patients et surtout selon la gravité des cas.

L'AVIVO, très inquiète de telles dérives, rappelle que la politique de la santé n'est pas le fait des établissements privés ni celui des assureurs. La population a su le dire plusieurs fois en votation populaire. L'AVIVO souhaite donc que le conflit avec le Groupe Genolier à l'Hôpital de La Providence se termine en respectant les droits et la dignité des travailleurs et ne devienne surtout pas une brèche historique dans une politique publique de la santé. ★

Au nom du comité de l'AVIVO suisse

Christiane Jaquet-Berger, Présidente

Remy Cosandey, Président section de Neuchâtel

Lausanne, le 13 février 2013



NOS CHOIX SUR LES DOSSIERS A VENIR

Au cours de la législature 2013-2017, le Grand Conseil traitera de nombreux dossiers sensibles pour l'avenir du canton:

- Fiscalité des personnes physiques: elle ne doit pas épargner les hauts revenus;
- Fiscalité des entreprises: leurs bénéfices doivent servir au développement du canton;
- Transports publics: un réseau performant reliant toutes les régions du canton reste nécessaire;
- Enseignement: HARMOS et les autres réformes en cours ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel des économies;
- Politique hospitalière: il faut des établissements publics répartis sur plusieurs sites permettant l'accès aux soins à toutes et à tous;
- Répartition des tâches entre Etat et communes: une complémentarité s'impose dans un esprit de partenariat.

Par ailleurs, nous nous engageons à:

- Défendre de meilleures conditions de travail par un renforcement des contrôles et un soutien inconditionnel aux contrats collectifs et CCT qui garantissent les mêmes conditions pour tous.
- Prendre des mesures pour que la création d'emplois permettent de réduire le chômage local, en augmentant, par exemple, les ressources pour la formation des chômeurs.
- Assouplir les pratiques de perception de l'impôt pour les personnes qui peinent à les payer (intérêt de 10%, remboursement des dettes fiscales) suite à des difficultés personnelles (maladie, chômage, divorce ou revenu irrégulier). Il faut rester ferme envers celles et ceux qui fraudent, mais l'Etat ne doit pas étrangler les autres pour autant !

Cette liste suffit à démontrer que les enjeux de la législature nécessiteront une forte représentation de la gauche au Grand Conseil, afin que les valeurs de solidarité et de justice sociale guident les choix à venir. ★

L'ARGENT FOU



Selon les estimations de la Banque des règlements internationaux (BRI) pour 2011, le marché mondial des produits dérivés représenterait plus de 800'000 milliards de dollars, soit plus d'une dizaine de fois le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial annuel.

Si l'on entassait des billets de 100 dollars, en estimant qu'il faut 10 billets, soit 1'000 dollars, pour atteindre une épaisseur d'un millimètre (c'est-à-dire qu'un mètre représenterait un million de dollars et un kilomètre un milliard), la pile de ces produits dérivés atteindrait une hauteur d'environ 800'000 km, c'est-à-dire la distance Terre - Lune et retour ou presque 100'000 fois l'altitude de l'Everest !

Il est bien évident que cette somme inouïe, incommensurable n'existe pas en espèces sonnantes et trébuchantes. Il s'agit plutôt d'une nébuleuse incontrôlable de produits spéculatifs sur les fluctuations de prix, dont la régulation est plus que douteuse ! Cette finance virtuelle, qui n'a plus rien à voir avec l'économie réelle, constitue une véritable bombe à retardement.

Tant que la conjoncture est bonne, les spéculateurs peuvent s'enrichir à volonté, mais dès que les affaires se gâtent, il appartient aux Etats de payer les pots cassés pour sauver le système, ainsi que les fortunes des plus nantis, en renflouant les banques et autres assureurs (AIG par exemple). Ensuite, les Etats s'étant endettés en conséquence, c'est aux peuples que revient le « privilège » de consentir les « sacrifices nécessaires » pour redresser la situation ! Selon la vieille formule consacrée, toujours d'actualité, il suffit de privatiser les gains et de nationaliser les pertes ... Le pire, c'est

que, pour le moment, ça marche, même quand les gouvernements sont socialistes ! Le financier milliardaire américain Warren Buffett n'a-t-il pas déclaré : « Il y a une guerre des classes et c'est ma classe qui est en train de la gagner ... »

Selon le magazine Forbes, la fortune des 400 Américains les plus riches a passé, en 2011, de 1'500 milliards à 1'700 milliards de dollars, soit une hausse de 13% ou en moyenne de 500 millions par personne ... Voilà un bel exemple de « salaire au mérite » réalisé en pleine période de chômage pour des millions de salariés !

On ne le dénoncera jamais assez ! La crise actuelle est due à la confiscation de la fortune mondiale par une nouvelle aristocratie de l'argent, très minoritaire, qui s'enrichit démesurément grâce à la spéculation, à « l'optimisation » fiscale, aux stock options, aux bonus, aux marges de bénéfice indécentes et aux salaires faramineux, etc., provoquant ainsi l'appauvrissement du reste de la population dont le pouvoir d'achat diminue sans cesse. Les classes moyennes se paupérisent et les pauvres deviennent encore plus pauvres ! Dès lors, la question qui se pose désormais est de savoir jusqu'à quand les peuples vont continuer d'accepter le joug du néolibéralisme et de ses acolytes, les marchés financiers sauvages, destructeurs de cet Etat social qui était l'héritage d'un siècle de luttes politiques et syndicales ... ★

Henri von Kaenel